

Nous ne sommes pas la frontière sauvage !

Alors que le Conseil d'Etat, sur requête déposée il y a 3 ans, conclut que les 5 lâchers d'ours* en 2006 étaient bien *légaux* - sans juger en rien de leur *légitimité* - , quelques associations de plus en plus marginalisées se jettent sur ce non-événement pour réclamer toujours plus d'ours

Ce plan ours, les Pyrénéens n'en veulent pas. Selon l'IFOP fin 2008, 60% des habitants sont défavorables à tout nouveau lâcher, ils étaient 40% en 2005. Entre l'emblème idéal de l'ours, et sa réalité, l'opinion a basculé. Plus il y a d'ours, plus sa perception dans l'opinion est négative : jusqu'à 71 % de NON (en Ariège, 70% des ours). En France, le *oui* chute partout, et le *non* grimpe en flèche.

Car cette histoire d'ours, **ce n'est pas de l'écologie, c'est celle d'un territoire qu'on accapare.** Nous existons ! « NON nous ne voulons pas vivre dans une sorte de réserve que supposerait une population d'ours *viable* (plusieurs centaines d'ours) ; OUI aux Pyrénées vivantes, habitées, préservées.»

Les éleveurs ont été les premiers touchés. Mais la résistance s'est organisée peu à peu en une véritable **FRONDE PYRENEENNE** : citoyens, élus, socio-professionnels, collectivités locales, outils de développement touristique, associations ont tenu en échec les tentatives du Ministère de l'Ecologie. Nous plaçons **ensemble pour un réel développement durable des Pyrénées**, bien au-delà de la lorgnette du plantigrade.

Et les 5 ours dans tout ça ? 5 lâchers = 2 morts (chute et accident de la route) + 1 ours blessé par un chasseur + 1 ours qui a attaqué un chasseur. Par **caprice humain, hommes, territoires et ours sont condamnés à un conflit permanent.** Et à l'échec certain. Après 12 ans d'importations sous perfusion, la population n'a pas décollé. Les apprentis-sorciers ont perdu la bataille des recettes artificielles.

Arrêtons l'hypocrisie. Dans la guerre de l'ours, il faudra bien que l'Etat dise STOP à un moment ou à un autre. **NON les Pyrénées ne seront jamais Yellowstone ou les grands parcs du Canada.** NON Bruxelles ne punira pas la France. OUI cela mécontentera 2 ou 3 associations isolées, sans aucune légitimité ni représentativité pyrénéenne, qui utilisent leurs subventions publiques ... pour réclamer toujours plus d'ours ! Et alors ?

L'Etat peut dès 2009 ramener la paix et le silence dans les Pyrénées. C'est une question de volonté politique. Le plan ours 2006-2009 vient à son terme cette année. **Jamais nous n'accepterons son prolongement**, sous quelque forme que ce soit. Face à une crise financière sans précédent, face aux situations de détresse individuelle qui frappent nombre de français, retomber dans l'engrenage des captures/lâchers d'ours serait d'une indécence à coup sûr condamnable.

Contact :
Magali Boniface
06 30 29 90 86

* Cette décision ne s'applique qu'aux 5 lâchers de 2006, pas au plan-ours dans son ensemble.

Addip, coordination pyrénéenne. Association pour le développement durable de l'identité des Pyrénées

Communiqué de l'ADDIP du 10 mars 2009